

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SEC(71) 3206 final

Bruxelles, le 16 septembre 1971

RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL
SUR LA GESTION DE LA COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE
POUR LES PAYS, TERRITOIRES ET DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
EN 1970

S O M M A I R E

	<u>Pages</u>
<u>Chapitre 1 - VUE D'ENSEMBLE</u>	1
1.1 Introduction	1
1.2 Nouveaux engagements et situation globale des engagements en faveur des PTOM-DOM	2
1.3 Modes de financement	3
<u>Chapitre 2 -- INVESTISSEMENTS ET COOPERATION TECHNIQUE LIEE</u>	4
2.1 Répartition géographique et rapport entre les engagements et les ressources disponibles	4
2.2 Ventilation sectorielle des interventions	5
2.3 Coopération technique liée	5
2.4 Exécution des projets	5
<u>Chapitre 3 - COOPERATION TECHNIQUE GENERALE</u>	6
3.1 Programmes de formation	6
3.1.1 Bourses d'études et de stages	6
3.1.2 Bourses de formation par correspondance	6
3.1.3 Formation de fonctionnaires : sessions de perfectionnement	7
<u>TABLEAUX</u>	
N° 1 Situation statistique de l'engagement et de l'exécution des projets dans les PTOM-DOM	8
N° 2 Crédits engagés en faveur des PTOM-DOM sur le 2ème FED et sur les ressources de la BEI - Répartition sectorielle	9
N° 3 Crédits engagés en faveur des PTOM-DOM sur le 2ème FED et sur les ressources de la BEI - Répartition géographique	10
N° 4 Opérations d'études et d'assistance technique liée aux investissements	11

		<u>Pages</u>
N° 5	Répartition des boursiers ressortissants des PTDOM 1969/70 par pays d'origine et d'affectation	12
N° 6	Répartition des boursiers ressortissants des PTDOM 1969/70 par pays d'origine et secteur de formation	13

Chapitre 1 - VUE D'ENSEMBLE

1.1 INTRODUCTION

La présente note d'information relative à la gestion de la coopération financière et technique en faveur des Pays, Territoires et Départements d'outre-mer est soumise par la Commission au Conseil conformément à la décision 64/349/CEE du 25 février 1964. Cette note fait suite aux informations établies annuellement à partir de 1967.

Comme les données relatives aux crédits globaux réservés notamment aux études générales, bourses, stages, colloques, programmes d'information et frais financiers et administratifs n'ont pas pu être ventilées entre les EAMA et les PTDOM, ces informations sont reprises dans le rapport de la Commission au Conseil d'Association sur la gestion de la coopération financière et technique en 1970, établi en application de l'article 27 de la Convention de Yaoundé. Il en va de même en ce qui concerne le rythme d'exécution des projets, tel qu'il se traduit dans les marchés et contrats passés et dans les paiements effectués.

Quant à l'entretien et l'efficacité des projets terminés, ils sont couverts par le rapport annuel de la Commission sur les conditions d'utilisation des aides et ne figurent donc pas dans la présente note d'information.

1.2 NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET SITUATION GLOBALE DES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES PTDOM

1.2.1 Les engagements nouveaux sur les ressources du Fonds Européen de Développement en faveur des PTDOM ont porté en 1970 sur un investissement économique de 5,99 millions d'u.c., ainsi que sur deux opérations d'assistance technique s'élevant au total à 156.000 u.c. Ils portent à 59 millions d'u.c. le total net cumulé des engagements du 2ème FED en faveur des PTDOM (cf. tableau n° 1), soit 92 % des 64 millions d'u.c. inscrits au 2ème FED.

A ces montants s'ajoutent les dépenses afférentes aux 110 bourses de formation attribuées au cours de l'année 1969/70 à des ressortissants des PTDOM et dont le coût peut être évalué à environ 263.000 u.c. Ce montant porte à + 1,8 millions d'u.c. le total des crédits consacrés à ces bourses pour la durée d'application du 2ème FED.

*

* *

La Banque Européenne d'Investissement n'a pas accordé de nouveau prêt sur ses ressources propres au cours de l'année sous revue.

1.2.2 La mise en oeuvre du 3ème FED a notamment été préparée par des missions de programmation des services du FED dans 7 Pays, Territoires et Départements d'outre-mer en vue d'examiner sur place avec les autorités compétentes les actions dont elles comptent demander le financement sur le 3ème FED et les ordres de priorité qu'elles établissent entre ces actions. Ces missions ont en outre permis d'exposer aux instances responsables les critères à appliquer pour la préparation des dossiers de projets, afin d'en accélérer l'instruction par les services de la Commission.

A la suite de ces missions, un certain nombre de projets ont déjà été introduits officiellement par les Pays d'outre-mer néerlandais.

Au total, les projets en cours d'instruction pour le 3ème FED au 31 décembre 1970 en faveur des PTDOM représentent un montant d'environ 30 millions d'u.c. (y compris les projets reportés du 2ème FED).

Ces premiers projets comprennent une part importante (34 %) d'investissements dans le domaine de la production rurale, mais cela est dû notamment à un grand projet en faveur du Surinam. Par ailleurs, les efforts communautaires continueront à se concentrer, comme dans le passé, sur l'infrastructure des transports et l'enseignement. Quelques projets concernent, en outre, la promotion du tourisme.

1.2.3

Suite aux difficultés constatées antérieurement dans les pays d'outre-mer néerlandais en ce qui concerne la mise au point des projets la Commission a décidé de mettre à la disposition des Antilles Néerlandaises un expert ayant pour tâche la préparation des dossiers de demande de financement sur le 3ème Fonds. En outre, ce pays pourrait bénéficier de l'envoi d'un deuxième expert chargé particulièrement de l'assistance technique concomitante à la réalisation des investissements du Fonds.

1.3 MODES DE FINANCEMENT

Les trois projets approuvés en 1970, pour un total de 6,15 millions d'u.c., l'ont été sous forme d'aides non remboursables. Ils portent à 56,4 millions d'u.c. le total cumulé des subventions accordées sur les crédits du 2ème FED pour le financement de projet d'investissements. Ce mode de financement constitue donc la presque totalité de l'aide accordée aux PTDOM (95,2 %).

Rappelons qu'au cours des années antérieures, deux prêts à des conditions spéciales avaient été accordés, sur les ressources du 2ème Fonds, l'un en faveur de la Nouvelle Calédonie et concernant des travaux dans le port de Nouméa, l'autre en faveur du Surinam pour des aménagements portuaires à Paramaribo.

Chapitre 2 - INVESTISSEMENTS ET COOPERATION TECHNIQUE LIEE

2.1 REPARTITION GEOGRAPHIQUE ET RAPPORT ENTRE LES ENGAGEMENTS ET LES RESSOURCES DISPONIBLES (cf. tableaux n° 1 et 3)

Les engagements du FED en 1970 ont concerné en majeure partie des projets en faveur des Pays d'outre-mer néerlandais, de sorte que, à la fin de l'année sous revue, les engagements en faveur de cette zone s'élevaient à 28,9 millions d'u.c. et ceux destinés aux Territoires et Départements d'outre-mer français à 27,5 millions d'u.c., soit respectivement 90,3 % et 85,9 % du total prévu pour chacune de ces zones dans l'Accord d'association de 1963.

En ce qui concerne la zone française, la Commission a décidé de financer une étude concernant la construction d'un certain nombre de routes de pénétration à la Guadeloupe, pour préparer la mise en valeur agricole de la Côte sous le Vent prise en charge par l'aide française.

Les crédits accordés en 1970 à la zone néerlandaise, l'ont été en faveur des Antilles Néerlandaises et concernent, d'une part, le financement d'un aménagement du Port de Willemstad sur l'île de Curaçao et, d'autre part, l'octroi d'une assistance technique préparatoire destinée à la mise au point des dossiers de demande de financement sur le 3ème Fonds. L'aménagement portuaire prévoit la construction d'installations destinées à la réparation, l'entretien et le nettoyage des navires, tandis que des dragages doivent permettre l'accès aux installations portuaires des pétroliers d'un tonnage plus élevé. Ce port a d'ailleurs déjà bénéficié d'un financement sur le 1er FED, dans le but également d'améliorer l'accès des pétroliers. A ce sujet, il convient de souligner l'importance de la production pétrolière pour l'économie de ce pays, qui dispose d'une des plus importantes raffineries du monde.

En outre, les activités du chantier naval compris dans ce projet sont susceptibles de diminuer le chômage qui règne actuellement sur cette île. L'aide bilatérale néerlandaise participe également à l'aménagement du port de Willemstad.

2.2 VENTILATION SECTORIELLE DES INTERVENTIONS (cf. tableau n° 2)

Les engagements de 1970 concernent donc pour la presque totalité l'infrastructure des transports.

En récapitulant les crédits cumulés accordés sur le 2ème FED, on peut constater que l'effort en faveur de l'infrastructure en 1970 a encore accentué la part prépondérante (60,9 %) de ce secteur dans les investissements totaux financés par la Communauté dans les PTDOM. En deuxième lieu vient l'enseignement avec 12,6 % (crédits réservés aux bourses, colloques et stages non compris), suivi par l'hydraulique humaine (11,3 %) et la production rurale (10,1 %).

2.3 COOPERATION TECHNIQUE LIEE (cf. tableau n° 4)

Les deux projets de coopération technique liée engagés en 1970 décrits ci-dessus (§ 2.1) concernent la préparation des investissements susceptibles d'être décidés dans la période d'exécution des opérations du 3ème FED.

A la fin de 1970, les montants consacrés à la coopération technique liée depuis le 1.6.1964 s'élèvent à 1.439.000 u.c., soit 2,5 % du total des crédits réservés aux investissements. Ce pourcentage est très nettement plus faible que dans les EAMA (12 % de 1964 à 1970).

Une assistance technique concomitante sera probablement accordée dans la période d'exécution des opérations du 3ème FED.

2.4. EXECUTION DES PROJETS

La forte accélération constatée déjà en 1969 dans l'exécution des projets en cours s'est encore accentuée en 1970.

En effet, à la fin de 1970, le montant des marchés, contrats et devis passés, s'élevait pour les projets d'investissements économiques et sociaux à 31,2 millions d'u.c., soit presque la moitié des crédits engagés au titre de ces investissements, contre 30 % en 1969 et 11 % en 1968.

L'augmentation des paiements effectués a même été plus forte encore ; les dépenses sont passées de 6,97 millions d'u.c. à la fin de 1969 à 17,8 millions d'u.c. à la fin de 1970. Ainsi, les dépenses constituent, à la fin de 1970, 30 % des engagements contre 13,3 % en 1969 et 3,5 % en 1968.

Chapitre 3 - COOPERATION TECHNIQUE GENERALE

3.1 PROGRAMMES DE FORMATION

Les interventions dans ce domaine se limitent encore à l'attribution de bourses de formation à temps complet et de bourses de formation par correspondance.

3.1.1 Bourses d'études et de stages

Au cours de l'année académique 1969/70, 110 bourses d'études ou de stages ont été octroyées à des ressortissants des PTDOM, contre une moyenne de 118 entre 1964/65 et 1968/69.

Le nombre des boursiers provenant de la zone néerlandaise (Antilles Néerlandaises et Surinam) est identique à celui de l'an passé, soit 99 (voir tableau n° 4).

La répartition par secteurs de formation (voir tableau n° 5) est la suivante :

Economie	17	soit	15,5 %
Agriculture	22	"	20,0 %
Technique	51	"	46,3 %
Professions féminines	20	"	18,2 %

La répartition par pays d'affectation laisse apparaître que sur 110 boursiers, 98 demeurent affectés aux Pays-Bas (sur 99 de la zone néerlandaise).

Quant aux résultats obtenus, comme pour les années précédentes, le pourcentage de succès des boursiers ressortissants des PTDOM est très élevé : 91,8 %.

3.1.2 Bourses de formation par correspondance

On compte 77 bénéficiaires de ces bourses répartis comme suit :

<u>Pays d'origine</u> :	Comores	:	1
	Nouvelle Calédonie	:	7
	Polynésie Française	:	3
	St Pierre et Miquelon	:	13
	Surinam	:	53
	Total	:	77

<u>Secteurs de formation</u> :	Economie	:	20
	Agriculture	:	10
	Technique	:	47
			<hr/>
	Total		77

3.1.3 Formation de fonctionnaires : sessions de perfectionnement

Durant l'année 1970, une session s'est déroulée du 15 février au 15 juillet et une autre a débuté le 15 septembre pour se terminer le 15 février 1971. A ces deux sessions, ont participé trois fonctionnaires des PTDOM, dont un du Territoire des Comores et deux des Antilles Néerlandaises.

Le but de ces sessions de perfectionnement était de faire connaître, à des fonctionnaires des administrations publiques des pays associés, les structures de la Commission, et les problèmes que pose l'application de la Convention de Yaoundé et de l'Accord d'association des PTOM, et de les associer, pendant une certaine période, aux travaux de différents services de la Commission.

Les fonctionnaires ayant assisté aux sessions de perfectionnement en 1970 ont repris leur ancien poste.

Les relations avec les anciens participants aux sessions de perfectionnement sont maintenues par l'envoi régulier du "Courrier de l'Association", périodique auquel ils sont invités à contribuer par des articles dans la rubrique "Courrier des anciens stagiaires".

SITUATION STATISTIQUE DE L'ENGAGEMENT ET DE L'EXECUTION

DES PROJETS DANS LES PTOM-DOM

en 000 u/o

	au 31 décembre 1970			
	Engagements		Marchés et contrats	Paiements
	Dons	Prêts spéciaux		
<u>Zone néerlandaise</u>				
Investissements	27.618	1.856	10.854	5.190
Assistance technique liée et contrôle	1.234		1.069	862
Frais financiers	42		42	42
TOTAL ZONE	28.894	1.856	11.965	6.094
<u>Zone française</u>				
Investissements	26.160	1.000	17.979	10.657
Assistance technique liée et contrôle	1.339		1.255	1.033
TOTAL ZONE	27.499	1.000	19.234	11.690
TOTAL GENERAL	56.393	2.856	31.199	17.784
	59.249			

CREDITS ENGAGES EN FAVEUR DES PTOM
SUR LE 2° FED ET SUR LES RESSOURCES DE LA BEI

Répartition sectorielle

<u>Secteur</u> <u>d'intervention</u>	<u>du 1.1 au 31.12.1970</u>			<u>Total jusqu'au 31.12.1970</u>		
	<u>2° FED</u>	<u>BEI</u>		<u>2° FED</u>	<u>BEI</u>	
	<u>UC 000</u>	<u>UC 000</u>	<u>%</u>	<u>UC 000</u>	<u>UC 000</u>	<u>%</u>
<u>Industrie</u>	-	-	-	12	2.025	3,5
- Manufacturière	-	-	-	12	Σ	-
- Minière	-	-	-	-	2.025	3,5
<u>Production rurale et pêche</u>	-	-	-	5.973	-	10,1
- Agriculture	-	-	-	4.625	-	7,8
: plantations	-	-	-	1.316	-	2,2
: aménagements ruraux	-	-	-	-	-	-
Général et autres	-	-	-	33	-	0,1
<u>Transports et Communications</u>	6.076	-	98,9	35.837	-	60,9
- Routes et ponts	83	-	1,3	17.213	-	29,2
- Ports	5.993	-	97,6	17.887	-	30,4
- Aérodrômes	-	-	-	737	-	1,3
<u>Hydraulique, édilité, habitat</u>	-	-	-	6.667	-	11,3
- Adductions d'eau urbaines	-	-	-	2.997	-	5,1
- Edilité et assainissements	-	-	-	3.670	-	6,2
<u>Enseignement et formation</u>	-	-	-	7.397	-	12,6
- Infrastructure d'enseignement	-	-	-	7.397	-	12,6
- Bourses, colloques, stages	-	-	-	P.M.	-	-
<u>Santé</u>	-	-	-	878	-	1,5
<u>Divers</u>	73	-	1,1	73	-	0,1
T O T A L	6.149	-	100,0	56.827	2.025	100,0
	6.149			58.852		

CREDITS ENGAGES EN FAVEUR DES PTOM-DOM
SUR LE 2° FED ET SUR LES RESSOURCES DE LA BEI

Répartition géographique

en 000 u.c.

Pays, territoire ou département	du 1.1 au 31.12.1970		Total jusqu'au 31.12.1970	
	FED	BEI	FED	BEI
Antilles Néerlandaises	6.033	-	16.307	-
Surinam	232	-	13.531	-
Frais financiers	42	-	42	-
Contrôle technique	293	-	870	-
Total POM néerlandais	6.600	-	30.750	-
Comores	1	-	2.562	-
Territoire Français des Afars et Issas	92	-	1.923	-
Guadeloupe	82	-	2.718	-
Guyane	-16	-	2.784	-
Martinique	-	-	3.700	-
Nouvelle Calédonie	-39	-	4.027	2.025
Polynésie	-52	-	817	-
Réunion	-	-	8.102	-
St Pierre et Miquelon	-	-	466	-
Wallis et Futuna	-	-	607	-
Contrôle technique	87	-	793	-
Total PTOM-DOM français	155	-	28.449	2.025
	155		30.524	
Total PTDOM	6.755	-	59.249	2.025
	6.755		61.274	

OPERATIONS D'ETUDES ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE

LIEE AUX INVESTISSEMENTS

<u>Secteurs d'intervention</u>	<u>Projets séparés d'A.T.</u>	<u>A.T. comprise dans les projets</u>	<u>Total du 1 juin 1964 au 31 décembre 1970</u>	
	du 1 janvier au 31 décembre 1970		U.C. (000)	%
			U.C. (000)	
Industrie	-	-	12	0,8
Production rurale	-	-	301	20,9
Transports et Communications	83	-	760	52,8
Hydraulique, édilité et habitat	-	-	194	13,5
nté	-	-	59	4,1
Enseignement	-	-	40	2,8
Divers	73	-	73	5,1
T O T A L	156	-	1.439	100,0

VIII/508(71) F-FED/1

REPARTITION DES BOURSIERS RESSORTISSANTS DES PTDOM 1969/70 PAR PAYS D'ORIGINE ET D'AFFECTION

Pays d'affectation	Belgique	Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	Cameroon	TOTAL
Belgique	1	-	-	-	42	-	43
Les Néerlandaises	-	-	1	-	-	-	1
Polynésie Française	-	-	3	1	-	-	4
Terre et Miquelon	-	-	1	-	-	-	1
Indonésie	-	-	4	-	-	-	4
Madagascar	-	-	-	-	56	-	56
Maroc	-	1	-	-	-	-	1
Algérie	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL (affectation)	1	1	9	1	98	-	110

VIII/508(71) F-FED/1

REPARTITION DES BOURSIERS RESSORTISSANTS DES PTDOM 1969/70 PAR

PAYS D'ORIGINE ET SECTEUR DE FORMATION

Pays d'origine	Secteurs de formation				TOTAL
	Economie	Agriculture	Technique	Prof. féminin.	
Antilles Néerlandaises	5	3	24	11	43
Comores	-	-	1	-	1
Nouvelle Calédonie	-	1	1	2	4
Polynésie Française	1	-	-	-	1
St Pierre et Miquelon	-	-	1	3	4
Surinam	11	18	23	4	56
Territoire Français des Afars et des Issas	-	-	1	-	11
Total (secteurs de formation)	17	22	51	20	110
Pourcentage	15,4	20,0	46,4	18,2	100,0